

Xavier Moreau

UKRAINE

Pourquoi la France s'est trompée

éditions du
ROCHER

Ukraine

Pourquoi la France s'est trompée

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© **2015, Groupe Artège**

Éditions du Rocher

28, rue Comte Félix Gastaldi – BP 521 – 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-26807-638-6

ISBN epub : 978-2-26808-225-7

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pas cette assemblée au sérieux, et lance une large offensive qui amène ses armées jusqu'à Rostov et la Crimée. Les Allemands mettent en place un gouvernement ukrainien d'occupation en la personne de l'Hetman Skoropadski. Le général Ludendorff, adjoint du chef d'état-major allemand, est partisan d'une Ukraine indépendante viable économiquement. Les territoires contrôlés par l'armée allemande qui pourraient constituer l'Ukraine représentent 53 % des capacités industrielles de la Russie et 32 % de sa production agricole. Mais c'est le gouvernement civil allemand, qui tranche la question en favorisant un accord de long terme avec les bolcheviques. Il estime en effet que ces derniers seront bien plus loyaux vis-à-vis de Berlin qui a financé leur prise de pouvoir. Berlin continue d'ailleurs de financer le gouvernement bolchevique jusqu'à la fin de la guerre à hauteur de 40 millions de Reichsmark. Au-delà de ces considérations hautement stratégiques, la priorité pour Berlin est d'exploiter les ressources de l'Ukraine pour continuer la guerre. Pour ménager Moscou, les Allemands signent un complément au traité de Brest-Litovsk le 27 août 1918, qui correspond à la restitution de Donetsk, abandonnant du même coup la possibilité d'une Ukraine indépendante économiquement. Vaincus sur le front de l'Ouest en novembre 1918, les Allemands se replient en pillant Kiev. La ville est alors occupée successivement par le nationaliste Simon Petlioura, les bolcheviques, le général blanc Anton Denikine, puis de nouveau les bolcheviques en 1920. Notons que c'est sous l'occupation allemande que pour la première fois dans son histoire, un gouvernement basé à Kiev, est souverain sur la Crimée.

C'est finalement la guerre russo-polonaise de 1919, qui permet de mettre fin aux affrontements dans la région. Le général polonais Pilsudski pense pouvoir utiliser l'anarchie qui règne en Russie, pour recréer une grande Pologne. Il rêve de

fonder la Fédération Międzymorze (Fédération « Entre Mers »), qui engloberait de nouveau la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine. Après l'éphémère prise de Kiev en mai 1920, l'aventure militaire de Pilsudski manque de tourner à la catastrophe pour les Polonais. Ceux-ci sont contraints par les forces bolcheviques, commandées par le fameux général Toukhatchevski, de se réfugier à l'ouest de la Vistule. Secourue par les Français, menés par le général Weygand, la Pologne finit par signer le traité de Riga avec la Russie en 1921. Les Polonais récupèrent la Galicie, ancienne possession autrichienne, où la création d'une « République Populaire d'Ukraine Occidentale » a échoué. La République socialiste fédérative soviétique de Russie récupère le reste des territoires lors de la paix de Riga. Pour le projet « Ukrainien », c'est un nouveau départ. À partir de 1922, la Russie disparaît, tandis que naît l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. C'est cette date qui marque la naissance réelle de l'Ukraine en tant qu'État, dans ses frontières actuelles, moins la Galicie et la Crimée. Les Soviétiques créent pour la première fois un État viable en Ukraine, avec des frontières définies. Ils créent également le « peuple ukrainien » à partir des Russes et Malorussiens vivant à l'intérieur de cet État.

Cette période de cinq ans qui aboutit à la création de la « République Socialiste Soviétique d'Ukraine » (RSSU) appelle plusieurs remarques importantes. Premièrement, les différents projets mis en place durant cette période n'ont jamais été validés par le moindre suffrage. Kiéviens, Galiciens, Allemands, Polonais, bolcheviques n'ont jamais cherché à s'enquérir de l'avis des habitants des territoires sous leur domination. Cela vaut également pour la campagne d'« ukrainisation forcée » qui s'abat sur les habitants de la RSSU, à partir de 1922. Deuxièmement, l'État qui est mis en place par Lénine n'est bien

évidemment pas un État indépendant. Il fonctionne comme une direction régionale qui prend ses ordres de Moscou. Ce fonctionnement habitue les élites locales à se considérer comme des gestionnaires plutôt que des dirigeants. Depuis 1991, les gouvernements ukrainiens successifs ont conservé cet état d'esprit. Que Kiev s'adresse à Moscou, à Washington ou à Bruxelles, son approche est toujours celle d'un « vassal » vis-à-vis de son « suzerain ». Cela explique le paradoxe du gouvernement ukrainien actuel, qui s'affirme en guerre contre la Russie, tout en lui quémandant en permanence de l'aide économique, financière ou énergétique. La présence acceptée de ministres étrangers au sein du gouvernement Iatseniouk est aussi révélatrice du fait qu'au-delà des déclarations nationalistes bruyantes, les élites ukrainiennes ne croient pas à leur propre souveraineté. Ce trait a été accentué par le fait que les citoyens ukrainiens les plus brillants ont été aspirés par Moscou pendant toute la période soviétique. Loin d'être humiliés ou minimisés, les Ukrainiens furent le peuple d'URSS le mieux représenté au sein du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). Sur les cinq Secrétaires généraux du Parti communiste d'Union Soviétique qui succèdent au géorgien Staline, trois sont issus du Parti communiste d'Ukraine : Khrouchtchev, Brejnev et Tchernenko. Par conséquent, et malheureusement pour l'Ukraine, les dirigeants de la RSSU étaient ceux qui n'avaient pas pu venir à Moscou. Cela peut expliquer la médiocrité de la direction de l'époque, dont les héritiers ont conservé le pouvoir après 1991, et jusqu'à aujourd'hui.

Les Soviétiques s'efforcent jusqu'au bout de consolider l'État ukrainien et de l'agrandir. Après la Seconde Guerre mondiale, Staline agrège à la RSSU différents territoires peuplés de Roumains ou de Hongrois à l'extrême ouest de l'Ukraine. Le plus grand cadeau de Staline à l'Ukraine est le rattachement de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

colonie polonaise, ne fut pas concernée par la grande famine. L'*Holodomor* est en fait un carnage bolchevique de plus, qui, loin de séparer les Russes et les Ukrainiens, les unit dans le malheur. Ajoutons enfin que la classe paysanne qui a été exterminée fut celle qui résista le plus à l'ukrainisation bolchevique.

La Deuxième Guerre mondiale est l'occasion du déchaînement du nationalisme ukrainien, dans la droite ligne des massacres de Galicie de 1914. La Galicie et Lvov deviennent le foyer du fanatisme ukrainien dans sa forme la plus sauvage, et cela perdure jusqu'à aujourd'hui. Les aberrations philosophiques germaniques ou anglo-saxonnes du XIX^e siècle alimentent largement l'idéologie nationaliste ukrainienne. On y retrouve le darwinisme social (Herbert Spencer – 1820-1903) considérant que les relations sociales correspondent à la lutte pour la vie entre les hommes, et qui prône cette lutte pour éliminer les moins aptes et les plus faibles. Ce mépris pour le faible qui inspire tous les totalitarismes du XX^e siècle est accompagné d'une idéologisation de l'État (Heinrich Gothard von Treitschke – 1834-1896) qui, grâce à la confrontation avec d'autres États dans la guerre, permet à l'homme de se réaliser. Le corpus idéologique fourni par des théoriciens de plus en plus radicaux comme Mykola Mikhnovsky⁷ (1873-1924), le fondateur du PPU (Parti populaire ukrainien) et Dmytro Dontsov⁸ (1883-1973), pousse une partie de la jeunesse galicienne vers l'extrémisme. Leur doctrine inspire la nouvelle structure terroriste des nationalistes ukrainiens l'OUN (Organisation des Nationalistes ukrainiens). Les premiers à en subir les foudres sont les Polonais. Plusieurs dizaines de personnalités sont assassinées dont le ministre de l'Intérieur Bronisław Pieracki, en 1934. L'organisateur de l'assassinat est

un certain Stepan Bandera, lequel incarne parfaitement le nationalisme fanatique ukrainien. Dès 1933, les nationalistes ukrainiens ont pris contact avec l'Allemagne nazie. Ils espèrent que cette dernière leur permettra de faire naître une nouvelle nation ukrainienne. La convergence idéologique est presque parfaite. Les ennemis désignés des nationalistes ukrainiens, sont les Polonais, les Russes, les Hongrois et les juifs. Après la rupture du pacte germano-soviétique, l'invasion de l'URSS par Hitler leur offre l'occasion de donner aux nazis des preuves de leur engagement. Les massacres succèdent aux carnages, notamment à Lvov. Polonais, Russes et juifs sont abattus sans pitié. Même les Allemands sont abasourdis par tant de zèle. Pourtant les « bandéristes » vont être déçus. L'Ukraine et la Russie jusqu'à l'Oural, font partie de « l'espace vital germanique » et la seule chose que proposent les nazis aux Ukrainiens, qui ne sont finalement pour eux que des « sous-hommes slaves », c'est l'esclavage au profit des colons allemands⁹. Certains nationalistes acceptent cette situation et continuent de se battre en espérant que la position allemande évolue¹⁰. D'autres sont enfermés comme Stépan Bandera, ainsi que ses deux frères, qui meurent à Auschwitz. Cela n'empêchera d'ailleurs pas le chef fanatique de reprendre le combat au côté des Allemands en 1944. Stépan Bandera est un personnage médiocre et sans scrupule et n'est ni un héros ni un grand chef de guerre. Le choix de le sacrifier et de célébrer la fondation de l'armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) contribue largement à la dislocation de la société ukrainienne actuelle. La majorité du peuple ukrainien, qu'elle se sente réellement ukrainienne ou pas, célèbre quant à elle les héros de l'armée soviétique.

L'État et le peuple ukrainiens apparaissent comme des

constructions artificielles et donc fragiles, ce dont ne semblent pas avoir eu conscience les élites occidentales en général et françaises en particulier. Les services des États-Unis, d'Allemagne et de la Pologne se sont rapprochés des factions les plus radicales de la société ukrainienne pour les instrumentaliser et parvenir ainsi à leurs objectifs géostratégiques. Ce faisant, ils ont favorisé la destruction du fragile équilibre entre les composantes du peuple ukrainien. Les élites françaises qui auraient pu tempérer les ardeurs volontaristes de leurs alliés ont visiblement été totalement incapables d'appréhender cette diversité.

L'Ukraine, au cœur des ambitions politico-stratégiques

Nous avons vu précédemment, la manière dont les apparitions de l'Ukraine et d'un peuple ukrainien furent suscitées. Les nations à l'origine de cette invention l'ont fait pour servir leurs intérêts politico-stratégiques ; la Pologne, pour recouvrer les frontières de son expansion maximum, l'Autriche pour contenir la Russie, avec laquelle elle avait, à l'époque, une frontière commune, et enfin l'Allemagne pour consolider son contrôle sur la Mitteleuropa. À la chute de l'empire soviétique, deux acteurs traditionnels maintiennent leurs ambitions, l'Allemagne et la Pologne, tandis que deux nouveaux protagonistes font leur apparition avec des idées bien précises sur ce que doit devenir l'Ukraine. Il s'agit des États-Unis et de l'Union Européenne.

Le projet des États-Unis concernant la Russie est parfaitement connu. La vision américaine est héritière de la géopolitique anglo-saxonne classique et a été exposée par

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'Ukraine. Il soutient officiellement les opérations de représailles dans le Donbass, bien que né à Donetsk. Le 18 juin 2014, il déclare qu'il faut « éliminer tous les terroristes ». Le 5 septembre 2014, il explique que le président russe est maudit, « parce que Satan est entré en lui, comme dans Judas Iscariote. » Aussi demande-t-il « aux croyants d'Ukraine de prier pour que ce dirigeant soit l'objet d'un jugement juste et d'une digne vengeance de Dieu. Ne soyez pas effrayés par sa puissance – car en comparaison de la puissance de Dieu, elle n'est rien, et bien que son cœur soit devenu cruel, comme le cœur de l'ancien pharaon, la fin de sa force est proche. » En février 2015, il se rend aux États-Unis pour y demander des armes. Il est reçu par Barack Obama et remet l'ordre de Saint-Vladimir au sénateur John McCain. Le Patriarcat de Kiev ne rencontre guère plus de succès auprès des populations ukrainiennes hors de Galicie, que l'Église uniata. Cela le lie encore davantage au pouvoir politique sans lequel il aurait sans doute déjà disparu. Philarète a toujours reçu le soutien des dirigeants ukrainiens, y compris celui de Viktor Ianoukovitch. Il est décoré deux fois à l'époque soviétique, et neuf fois depuis l'indépendance ukrainienne. En janvier 2014, sentant le vent tourner, il refuse la deuxième décoration que le président Ianoukovitch lui avait attribuée.

L'Église uniata, tout comme le patriarcat schismatique de Philarète, s'efforce d'entretenir de son côté la guerre civile du mieux qu'elle peut. En décembre 2013, l'évêque gréco-catholique chargé de la France et du Benelux, Mgr Boris Goudziak, reconnaît sur la radio du Département d'État américain *Svoboda*, que la moitié des gens sur Maïdan sont membres de l'Église uniata. Les Gréco-catholiques essaient également de renouveler l'exploit des catholiques croates au début des années 90, qui étaient parvenus à faire croire à une

menace communiste en Yougoslavie. En mai 2014, Mgr Chevtchuk, l'archevêque majeur de Kiev, déclare devant les autorités canadiennes que les sanctions décrétées contre la Russie sont insuffisantes. Les tentatives des uniates de s'attirer le soutien politique de l'Église catholique restent cependant vaines. Le 30 novembre 2014, dans l'avion qui le ramène de Turquie, le pape François renouvelle son souhait de voir la fin de *l'uniatisme*. Il ajoute à cette occasion que « les Églises orientales catholiques ont vraiment le droit d'exister, mais l'uniatisme est un mot d'une autre époque [...] pour atteindre le but ardemment souhaité de la complète unité, l'Église catholique n'a aucune exigence en dehors de la confession d'une foi commune... La seule chose que souhaite l'Église catholique et à quoi j'aspire comme évêque de Rome, donc de l'Église qui préside dans l'amour, c'est la communion avec l'Église orthodoxe. » En février 2015, le pape François éconduit de nouveau l'archevêque majeur de Kiev, Mgr Shevchuk, et sa délégation de prêtres uniates. Le fanatisme religieux des uniates peut aller très loin. Ainsi la chaîne ukrainienne *Canal 112* publie un reportage, le 11 avril 2015, sur les nouvelles fresques de l'église Notre-Dame du Perpétuel-Secours à Lvov. Les activistes de Maïdan y sont représentés avec une auréole, tenant un fusil, un bouclier ou un cocktail Molotov à la main. De l'autre côté de la nef, Saint-Pierre s'apprête à condamner à l'enfer éternel le Patriarche Kirill, Vladimir Poutine, un soldat russe et un rebelle du Donbass portant un couteau.

En France, les attaques des uniates ou des orthodoxes de Philarète sont relayées avec la même violence par le théologien français Antoine Arjakovsky, directeur émérite de l'Institut d'Études œcuméniques de Lvov. Arjakovsky désespère, en effet, de ne pouvoir renouveler l'amalgame des guerres de l'ex-

Yougoslavie, qui avait permis de faire passer les Serbes qui défendaient leurs villes et leurs villages pour des « Serbolchéviques assoiffés de sang ». La violence de ses propos est à mettre sur le constat de son échec. Les catholiques français, comme le pape François, ont parfaitement compris les enjeux réels. Ni Rome, ni Moscou ne tomberont dans le piège.

Dans le domaine religieux, l'offensive des élites post communistes, contre l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou est un échec. Le succès populaire de la visite du Patriarche Kirill I^{er} en Ukraine à l'été 2009 en témoigne. À cette occasion, il se rend même dans l'ouest de l'Ukraine à Rovno, bien que cela lui soit fortement déconseillé par les autorités de Kiev. En revanche, le développement des Églises protestantes et des sectes¹⁵ a fourni un instrument supplémentaire d'influence au Département d'État. Les unes et les autres ont ouvertement manifesté pour Maïdan. Le président de la Rada, Oleksandr Tourtchinov est lui-même un pasteur baptiste.

L'Histoire

Le troisième fondement de la société ukrainienne à laquelle les autorités de Kiev tentent de s'attaquer, est l'héritage victorieux de la Seconde Guerre mondiale. Chaque famille ukrainienne, comme chaque famille russe est héritière à la fois du malheur mais aussi de la victoire de 1945. Chacune de ces familles compte des vétérans, des morts et bien sûr des héros, qui sont célébrés chaque année, à l'occasion des festivités du 9 mai. Hitler qui rêvait de coloniser et de mettre en esclavage les populations de Russie et d'Ukraine a échoué. Pour la Galicie,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'Ukraine aurait dû renoncer à être un pays industrialisé. Peut-être est-ce le but ultime des Occidentaux, mais ce qui était inacceptable pour Viktor Iouchenko en 2010 l'est aussi pour Viktor Ianoukovitch en 2013, et le restera pour Pétro Porochenko en 2014. Même si ce dernier signe l'accord, le 27 juin 2014, il refuse jusqu'à aujourd'hui de l'appliquer.

Au-delà des raisons économiques, la raison fondamentale de l'échec de la signature du traité de coopération repose sur le fait que l'Ukraine d'un côté, les États-Unis, l'Allemagne et la Pologne de l'autre, avaient deux objectifs différents. Le but de l'Ukraine était économique et politique : assurer ses exportations vers l'Union Européenne pour rééquilibrer sa balance commerciale déficitaire de 15 milliards d'euros et pouvoir parler d'égal à égal avec la Russie, son principal fournisseur d'énergie et son premier partenaire commercial. Celui de la coalition américano-germano-polonaise était uniquement géopolitique : séparer l'Ukraine de la Russie sans pratiquement rien donner en échange.

Mais Viktor Ianoukovitch ne s'est, de toute façon, jamais réellement intéressé au contenu. Élu pour faire rentrer l'Ukraine dans l'Union douanière russe, il a décidé de prendre tout le monde à contre-pied. L'accord d'association est son projet ; celui qui devra lui permettre d'être réélu en 2015 avec les suffrages de l'ouest de l'Ukraine, qui s'ajouteront à ceux du sud-est. En octobre, il comprend pourtant que la signature de l'accord entraînera une catastrophe industrielle pour l'est de l'Ukraine, qui reste son principal soutien. L'Union Européenne, Angela Merkel et la présidente lituanienne, Dalia Grybauskaite, en particulier, font semblant de ne pas comprendre les raisons des hésitations du président ukrainien. Grybauskaite accuse même le gouvernement ukrainien de chercher « à faire endosser

à l'Union européenne et la Russie la responsabilité des problèmes économiques du pays ». Viktor Ianoukovitch est pourtant encore prêt à signer, à condition toutefois que l'Union Européenne lui fournisse les 20 milliards de dollars, qui manquent à l'État ukrainien pour tenir jusqu'au début 2015, quand se tiendront les élections présidentielles. L'UE lui a laissé entendre qu'elle garantirait le prêt demandé au FMI. En novembre 2014, Viktor Ianoukovitch comprend que l'argent du FMI ne peut être obtenu qu'à des conditions que même son prédécesseur Viktor Iouchenko avait refusées. Il comprend aussi vraisemblablement que l'Union Européenne n'a pas planifié sa réélection en 2015. Acculé, il se tourne en vain vers la Chine. Si Pékin avait accepté de lui prêter ces milliards de dollars, sans doute Ianoukovitch aurait-il signé l'accord d'association. En désespoir de cause, il se tourne vers la Russie en espérant que Bruxelles accepte des négociations tripartites. Mais José-Manuel Barroso refuse une telle solution de compromis en décembre 2013, ce qui précipite l'Ukraine dans la guerre civile.

Maïdan et ses acteurs

C'est à Maïdan que débute la première phase de la guerre civile. Cinq catégories d'acteurs y assurent un rôle précis et efficace, ce qui permet de mettre fin à l'ordre constitutionnel en Ukraine. Le premier de ces cinq acteurs est la foule qui occupe la place les samedis et les dimanches. Cette foule est composée de gens normaux qui voudraient que l'Ukraine ressemble à l'Allemagne, ou au moins à la Pologne. Ce sont des centaines de milliers de gens pacifiques, qui sont d'ailleurs mis systématiquement en avant dans les médias occidentaux, notamment français. Bien entendu ce ne sont pas ces gens qui

jettent des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre ou qui prennent d'assaut les bâtiments administratifs. Le week-end passé, ils reprennent leur travail avant de revenir le samedi suivant. S'il n'y avait eu qu'eux, Maïdan se serait naturellement arrêté au bout de quelques semaines. Ces gens auraient voté contre Ianoukovitch en février 2015 et auraient vraisemblablement perdu les élections.

Le reste de la semaine, ce sont les bandes armées et organisées qui contrôlent Maïdan. Elles sont issues des mouvements de l'extrême droite néonazie, majoritairement de l'ouest de l'Ukraine, mais pas seulement. Pour cette révolution, elles se sont préparées depuis plus d'un an. Leurs chefs, bavards et vantards, finissent toujours par raconter aux médias officiels ou sur internet comment ils se sont formés en groupes constitués. La personne principale du dispositif est Andriy Paruby, cofondateur du Parti *Svoboda* et théoricien du national-socialisme ukrainien. Il commande les unités d'autodéfense de Maïdan. En plus des unités entraînées de *Svoboda* et du *Pravy Sektor*, il envoie des bus ramasser tout ce que l'ouest de l'Ukraine compte de repris de justice et de marginaux, qui pour quelques euros et de l'alcool à volonté font nombre durant la semaine. Cette présence « clochardesque » transformera peu à peu Maïdan en une sorte de bidonville, à la grande exaspération des Kiéviens. Les troupes les plus facilement identifiables sont celles du *Pravy Sektor*, que Дмитро Іарош²⁰, un militant nationaliste de la première heure décrit dans un entretien donné au magazine *Newsweek*, le 12 mars 2014. Il dit entraîner des troupes depuis 25 ans et en entraîner aujourd'hui partout en Ukraine. Il revendique diriger une organisation de plus de 10 000 hommes, capables de manier des kalachnikovs et des missiles sol-air S-300. Il explique que le nom « secteur droit »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Russie. Il y prend la parole le 28 février 2014, dénonce le coup d'État en cours et affirme qu'il est toujours le seul président légitime. La sanction occidentale ne se fait pas attendre. Le 6 mars suivant, les avoirs de sa famille dans les banques occidentales sont gelés. On comprend à ce moment ce qui a empêché le président désormais en exil de prendre les décisions musclées qui auraient empêché le coup d'État.

À Kiev l'ordre constitutionnel a disparu. La cour constitutionnelle est dissoute. Les députés qui soutenaient Viktor Ianoukovitch sont en fuite et pourchassés par les milices, ou se rallient sous la menace des troupes néonazies qui montent la garde devant le parlement. Celui-ci est aux mains des plus radicaux et pour *Svoboda* l'heure de la vengeance a enfin sonné. Dans l'euphorie du *putsch*, les radicaux adoptent une loi qui abroge celle sur les langues régionales, mettant ainsi le feu aux poudres. Cela prouve à l'Ukraine russophone et à la Russie que c'est désormais le programme de *Svoboda* qui va être appliqué. Le *statu quo* entre l'Ukraine et la Russie sur la Crimée et Sébastopol est désormais caduc. La seule assemblée qui reste légitime et démocratique en Ukraine est désormais celle de la région autonome de Crimée. Pour la Russie, l'heure est venue de commencer à tirer les dividendes des fautes stratégiques grossières de l'Occident.

13. La Russie sous l'avalanche, 1998, Alexandre Soljenitsyne.

14. À l'origine, seul un évêque, Yakov Pontchuk, a suivi Philarète, et peu de paroisses se sont ralliées au Patriarcat schismatique. Grâce au soutien des gouvernements successifs, ce dernier a pu progresser en s'emparant de paroisses supplémentaires. Aujourd'hui le Patriarcat de Moscou possède

13000 paroisses, contre 4500 à Philarète.

15. Lors de la chute de l'aéroport de Donetsk, les rebelles ont découvert des lecteurs MP3 avec des prêches préenregistrés dans la poche des soldats ukrainiens.

16. En 2010, Viktor Iouchenko n'obtient que 5,45% au premier tour.

17. *Euronews* 29 octobre 2012.

18. En 2012, le parlement européen vote en effet, une motion qui incite les forces politiques ukrainiennes modérées à ne jamais faire d'alliance avec *Svoboda*. Dans les faits, un accord existe déjà entre les trois composantes de l'opposition pro-occidentale. La communauté juive ukrainienne fait part de son inquiétude. Ainsi, dans un entretien sur *France 24*, le 12 décembre 2012, le grand rabbin d'Ukraine, Yakov Dov Bleich, explique qu'« il y a des gens avec qui on ne s'allie pas, un point c'est tout [...]. Ils proposent de débarrer l'Ukraine des juifs et des Russes, disons que ce n'est pas une voix d'avenir pour l'Ukraine ».

19. Arseni Iatseniouk est un ancien collaborateur de Yulia Timochenko. Il occupe le poste de Premier ministre depuis la chute de Viktor Ianoukovitch. Vitali Klitschko, ancien boxeur, est devenu maire de Kiev. Oleg Tyagnibok est toujours le leader du parti *Svoboda*, mais il a perdu son siège de député lors des élections législatives d'octobre 2014.

20. IAROSH a également produit un recueil de ses articles : *Nation et Révolution*, où il définit comme l'ennemi la Fédération Russie et l'Église orthodoxe.

21. Benjamin Haddad fait partie de la génération montante de l'UMP. Il travaille pour un *think tank* américain très influent le *Hudson Institut*, lui-même émanation de la *Rand Corporation*. Il fait partie de ce club de chercheurs et de « spécialistes » français, qui fourniront les éléments de langage à la presse

française. L'un de ces éléments de langage consiste à minimiser l'importance des mouvements néonazis au sein de Maïdan et des élites de gouvernement ukrainiennes actuelles.

22. Extrait du discours d'Oleg tsarev, le 20 novembre 2013 :

« Dans mon rôle en tant que représentant du peuple ukrainien, des militants de l'organisation publique *Volya* se sont adressés à moi et m'ont fourni des preuves claires que sur notre territoire, avec le soutien et la participation directe de l'ambassade américaine à Kiev, le projet *TechCamp* est mis en place en vertu duquel des préparatifs sont en cours pour une guerre civile en Ukraine.

Le projet *TechCamp* prépare des spécialistes pour une guerre de l'information utilisant les médias modernes pour discréditer les institutions étatiques, et des révolutionnaires potentiels pour organiser des manifestations et le renversement de l'État de droit.

Le projet est actuellement supervisé et sous la responsabilité de l'ambassadeur américain en Ukraine Geoffrey R. Pyatt. [...]

Les instructeurs américains montrent des exemples d'utilisation réussie des réseaux sociaux pour organiser des manifestations en Égypte, Tunisie et Libye.

Les représentants de *TechCamp* délivrent actuellement des conférences à travers toute l'Ukraine.

Un total de cinq événements a eu lieu jusqu'à présent.

Environ 300 personnes ont été formées comme agents, et sont maintenant actifs dans toute l'Ukraine.

La dernière conférence *TechCamp* a eu lieu les 14 et 15 Novembre 2013 en plein cœur de Kiev sur le territoire de l'ambassade des États-Unis ! »

23. C'est d'ailleurs ce dont se félicite Laurent Fabius devant la comité des Affaires étrangères du parlement français, le 26 février 2014 : « Ces personnes ont une partie importante de leur

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'Ukraine a coupé de son côté l'approvisionnement en eau douce de la Crimée. Les signes d'une pauvreté grandissante sont apparus au début de l'hiver. Les moyens de déneigement sont dans un état épouvantable. À Lvov, les plaques d'égouts disparaissent les unes après les autres, volées et revendues au prix du métal. Mais c'est au printemps 2015 que le véritable bilan de Maïdan et d'une année de guerre civile commence à se faire sentir. En Ukraine, la consommation s'effondre. L'appauvrissement général, la baisse des prestations sociales, l'augmentation des prix de l'énergie, contraignent les Ukrainiens à consacrer leurs maigres ressources à l'achat de produits de première nécessité. Cafés, restaurants, boutiques, salons de coiffure ferment tour à tour. Dans les hypermarchés on a assisté à des raids sur le sucre ou la farine.

La dévaluation de la grivna et la chute de la demande pour les services aux consommateurs ont appauvri les Ukrainiens et ont conduit à la fermeture massive des petites et moyennes entreprises en Ukraine. Même Kiev traverse des moments très difficiles, bien que le revenu moyen des habitants y soit plus élevé que dans le reste du pays. La fréquentation des restaurants et des cafés de la capitale a été divisée par deux depuis mars 2014. Selon les experts ukrainiens, la demande a chuté non seulement sur la restauration rapide, mais aussi pour les restaurants haut de gamme, parce que beaucoup de fonctionnaires et hommes d'affaires de haut rang sont partis s'installer à l'étranger. Pour survivre, les propriétaires de café et de restaurants licencient et diminuent les heures d'ouverture ou créent des menus « anti-crise » avec des portions réduites.

Selon certaines estimations, entre octobre 2014 et mars 2015, l'activité de restauration a diminué d'un tiers en Ukraine. Plusieurs grandes chaînes ont fermé ou diminué leur présence, même à Kiev. Selon l'agence kiévienne *Restaurant Consulting*,

l'activité touristique de l'année dernière s'est considérablement réduite. Hôtels, auberges et chambres d'hôtes ont fermé les uns après les autres, les clients russes et biélorusses craignant pour leur sécurité, alors qu'ils représentent 80 % de la clientèle totale. La Galicie n'est pas épargnée, car au-delà de l'activisme nationaliste d'un Tyagnibok, les Russes étaient des clients très prisés de ses sanatoriums. Les *tour-operator* ukrainiens disparaissent également au fur et mesure que les Ukrainiens n'ont plus les moyens de partir en vacances.

Les chaînes de vêtements sont également sévèrement touchées, et certaines ont totalement quitté le pays comme *Bosco Sport*, *Esprit*, *River Island* ou les *chaussures Minelli*.

Avec la dévaluation de la grivna, la majorité de la population ukrainienne est désormais passée en mode survie.

Les salaires se sont effondrés. Au début de l'année 2014, le salaire minimum était de 150 dollars (1 218 grivna), il est aujourd'hui de 45 dollars. Le salaire moyen se montait à 400 dollars (3 189 grivna), il est passé à 130 dollars. Les taxes ont toutes augmenté, certaines ont été rajoutées pour soutenir l'effort de guerre. Les chiffres réels du chômage sont catastrophiques. Selon Alexander Okhrimenko, directeur du « Centre d'Analyse Ukrainien », le nombre de chômeurs s'élève à 7,4 millions de sans-emploi. À cela s'ajoute le fait que de nombreux Ukrainiens, refusant de servir de chair à canon dans le Donbass, fuient soit vers la Russie, soit vers la Pologne.

L'avenir ne se présente pas sous de meilleurs augures. En 2015, le prix du gaz va augmenter de 280 %, ce qui entraînera automatiquement une hausse des prix pour l'eau chaude et le chauffage. Le prix du chauffage augmentera de 67 %, et celui de l'eau chaude de 50 %. Une fois que les retraités auront payé leurs charges, il ne leur restera quasiment plus rien pour se nourrir et se vêtir. À côté de cela, toutes les grandes industries

de l'est de l'Ukraine sont en chômage technique et en voie de disparition. *Motorsitch*, *Youzhmash*, *Antonov*, les fleurons de l'industrie spatiale aéronautique sont privés du client principal russe. La Russie a entrepris de produire elle-même les sous-ensembles qu'elle importait jusque-là. Certaines de ces industries auront disparu définitivement côté ukrainien d'ici cinq ans.

Le désastre intérieur

La première violence qui s'installe en Ukraine juste après Maïdan est la violence politique. À ce moment, la police a totalement déserté les rues. Les milices néonazies règnent en maître d'autant plus que le nouveau Procureur général Makhnitski est l'un d'entre eux. À Lvov, les *Berkouts*, après avoir été brûlés vifs, pour certains, sous les cocktails Molotov du *Pravy Sektor*, sont contraints de demander pardon à genoux, devant un « rassemblement de citoyens ». La maison du fils du président du parti communiste est incendiée. Tous les élus, qui n'adhèrent pas au coup d'État craignent pour leur vie et celle de leur famille. En région, le gouvernement ukrainien confie la répression aux oligarques. Igor Kolomoïski offre une prime de 10 000 dollars pour la capture d'un fédéraliste.

Le 21 février 2014, l'Ukraine a cessé d'être une démocratie. Le régime est désormais à la fois totalitaire, car il s'immisce dans l'éducation des enfants et déverse quotidiennement sa propagande agressive, et dictatorial, car la loi autorise le SBU, véritable police politique encadrée par la CIA, à arrêter n'importe quel « suspect » pour 30 jours officiellement, mais sans limite dans les faits. Pour un *tweet*, un *like* sur le réseau social Facebook, un commentaire antigouvernemental, n'importe

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sont pas que le fait de l'état-major ukrainien, mais aussi de spécialistes français, comme notamment Bruno Tertrais, de la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS). Au-delà de la prise de la ville, il est apparu que jamais les unités de Kiev n'ont osé pénétrer dans Slaviansk tant que les rebelles s'y trouvaient. La garde nationale se bat mal et le *Pravy Sektor* préfère plus que jamais les opérations de police et de répression. Bien que Slaviansk soit donnée pour encerclée, les troupes pro-russes du colonel Strelkov percent, sans difficultés, avec 90 % de leurs effectifs et la quasi-totalité de leurs blindés. Soit les forces de Kiev sont totalement incompétentes, soit elles ne sont pas loyales, soit elles sont corrompues. L'armée ukrainienne rappelle beaucoup, dans son comportement, l'armée russe durant la première guerre de Tchétchénie. Il n'est pas rare que les soldats ukrainiens vendent leur armement pour pallier l'absence de solde, de munitions et même d'eau et de nourriture. L'expérience de Slaviansk montre qu'il faut trois mois pour prendre une ville de 130 000 habitants, difficile à défendre, après l'avoir transformée en champ de ruines. Combien de temps dans ce cas pour prendre le bastion de 400 000 habitants de Lougansk, à 30 km de la frontière russe ? Combien de temps pour Donetsk et sa banlieue avec 1 600 000 habitants ? Les deux villes ont eu trois mois pour préparer leur défense, possèdent des armes anti-aériennes, de l'artillerie et des lance-roquettes multiples. Contrairement à Kiev, elles les utilisent non pas contre les immeubles d'habitation, mais contre les colonnes des troupes kiéviennes. En outre, Kiev ne bénéficie pas de la supériorité aérienne. Ses SU-25 d'attaque au sol et ses hélicoptères sont abattus un à un, par les systèmes sol-air portables des rebelles (MANPAD).

La bataille des frontières

Suite à son succès à Slaviansk, Kiev décide d'une part de continuer sa poussée vers Donetsk et Lougansk, et d'autre part, de prolonger son offensive sud-nord, pour encercler les deux villes par l'est et les couper de la frontière russe. C'est à cet endroit que Kiev subit son premier revers. Kiev a trop préjugé de ses forces et de ses capacités logistiques. À la mi-juillet, ses troupes, trop étirées le long de la frontière russe, sont saucissonnées et encerclées dans de multiples petits chaudrons. L'état-major ukrainien commence à paniquer réellement. Les informations fournies par les médias ukrainiens et les réseaux sociaux des rebelles concordent : une catastrophe militaire se prépare pour Kiev. Le 16 juillet la télévision ukrainienne *Kanal 112*, retransmet la conversation téléphonique d'un officier ukrainien qui explique la situation désespérée et les pertes colossales de l'armée ukrainienne à la frontière russe à Sverdlovsk. Ils ont perdu 400 hommes sur 800 et se considèrent abandonnés, traités comme de la chair à canon. Le 17 juillet, la République Populaire de Lougansk annonce la fermeture d'un chaudron avec 5 000 soldats ukrainiens à l'intérieur, à proximité de la douane à Izvarino (NTV).

Cela n'empêche pas Bruno Tertrais d'expliquer dans un entretien au journal *Le Figaro* du 18 juillet que, l'Ukraine poursuit « une lente reconquête militaire » et qu'il ne reste dans le Donbass que « quelques bastions séparatistes ». Pourtant, le 22 juillet, Youri Birioukov, conseiller du président Porochenko pour les questions militaires, explique publiquement la gravité de la situation des troupes engagées dans le Donbass, notamment le fait qu'elles manquent de tout et qu'elles sont commandées par des généraux qui n'ont pas évolué depuis

l'Union Soviétique. Il ajoute qu'il ne s'agit pas d'une opération anti-terroriste mais d'une vraie guerre. À aucun moment il ne parle d'ailleurs de forces russes sur place. Bruno Tertrais, lui, ignore visiblement tout cela. Le problème est qu'il conseille le ministère de la Défense français, au sein de la FRS, et qu'il n'est pas le seul à se tromper lourdement. Le 18 juillet 2014, Thomas Gomart, directeur du développement stratégique de l'IFRI, institut qui conseille le ministère français des Affaires étrangères, explique que les motivations des rebelles sont criminelles, parce que sur place « il n'y a rien d'autre à faire ». Incompétence ou incapacité de sortir d'une grille de lecture idéologique atlantiste des événements, les deux chercheurs se révèlent totalement dépassés par la crise ukrainienne. À partir du 18 juin et par la voix de Pavel Goubarev, l'un des responsables de l'opposition pro-russe, les forces armées de Nouvelle Russie annoncent qu'elles ont récupéré des centaines de chars, principalement de la base A-2730 à Artëmovsk. Il s'agit de T64, de T72 et de T80, de BTR et de BMP⁴⁴. Les rebelles annoncent également qu'ils ont commencé à former leur première division blindée. La bataille des frontières s'achève début août 2014. Les soldats ukrainiens qui veulent échapper à la capture ou à la mort n'ont d'autre choix que de franchir la frontière et de se livrer à la Russie. Plus de 400 soldats se réfugient ainsi côté russe, où ils sont nourris et soignés avant d'être renvoyés en Ukraine pour ceux qui le désirent. Les officiers seront jugés pour trahison par ceux qui les ont laissés combattre sans vivre ni munition. Cet épisode sonne le début de la perte de confiance de la troupe envers Kiev. La bataille des frontières se finit par la victoire de celles qu'on appelle désormais les Forces Armées de Nouvelle Russie (FAN). Pour les Forces armées Ukrainiennes (FAU), la débâcle ne fait que commencer. La seconde défaite a lieu à la fin

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La France a les mains libres en Ukraine. Son volume d'échange se monte à moins d'1 milliards d'Euros. C'est-à-dire 20 fois moins qu'avec la Russie et moins que le contrat du *Mistral*. L'Ukraine ne nous vend rien de stratégique que nous ne puissions remplacer et nous n'avons pas de frontières communes. Même les observateurs les plus maladroits peuvent en faire le constat.

Cela rend d'autant plus surprenantes les prises de position aussi passionnées qu'insensées des « spécialistes français », comme le général Desportes, qui n'hésite pas à affirmer que Vladimir Poutine, comme Adolf Hitler, est dangereux et menace la paix, et donc qu'il faut annuler la vente des *Mistral*. Dans un registre déraisonné, Alexandre Adler explique pour sa part que Vladimir Poutine est un « gamin malfaisant⁵⁰ » et l'amateurisme scientifique de *Cdansl'air*, qui est la principale caractéristique de l'émission de *France 5*, n'explique pas tout. En effet, la source de ces absurdités est avant tout idéologique, ce qui en explique la radicalité. Cette approche romantique et inconsistante du problème ukrainien, est un phénomène nouveau en France. Lorsque le problème de l'existence de l'Ukraine se pose pour la première fois aux dirigeants français, à la fin de la Première Guerre mondiale, le Quai d'Orsay et le gouvernement de la III^e République disposent d'universitaires et de spécialistes parmi les plus compétents d'Europe.

La France et le projet ukrainien

La France connaît bien le problème ukrainien et en premier lieu la Crimée. En 1853, Napoléon III, pour plaire à l'Angleterre qui veut protéger l'Empire ottoman contre la Russie, entraîne le Second Empire dans une guerre stérile et sanglante. Quinze ans

plus tard, lorsque Bismarck et Guillaume I^{er} décident de dépecer la France, l'Angleterre ne bouge pas. Ce n'est donc pas la première fois que la France est entraînée par des élites désinvoltes, contre ses propres intérêts, dans un conflit avec la Russie. La France de Napoléon III, championne du combat pour les « Nationalités », ne peut que s'enthousiasmer pour la cause « ukrainienne », d'autant plus que l'influence polonaise y est grande. Louis Léger (1843-1923), le premier grand slavisant français, explique que « celui qui n'avait pas vécu au temps du Second Empire ne pouvait pas imaginer l'ampleur de l'influence polonaise sur l'opinion publique française de l'époque ». À la fin du règne de Napoléon III, Casimir Delamarre, banquier et journaliste, défenseur de la cause slave et des nationalités de l'Empire russe, obtient par décret impérial de mettre au pluriel la chaire de langue et de littérature slave du collège de France. Son idée est notamment d'y rajouter le sabir ukrainien, en pleine composition.

La période actuelle fait écho aux inconstances de la politique étrangère de Napoléon III et à ses guerres insensées. C'est finalement sous la III^e République que la diplomatie française prend ses distances avec le dangereux principe des nationalités. Confrontés à la révolution bolchevique en 1917, les dirigeants français sont tout à fait lucides sur la nature artificielle de l'Ukraine et à aucun moment ils ne tombent dans le piège tendu par les représentants des nationalistes ukrainiens à Paris. Parlementaires, services secrets, universitaires appelés à la rescousse sont unanimes : l'Ukraine n'existe pas, c'est une création autrichienne pour affaiblir la Russie. Louis Léger résume parfaitement la position française : « Le seul cosaque qui nous intéresse, c'est celui qui marche sur Berlin, et qui finira

bien par y arriver. » Rappelons au passage que sans les offensives russes en 1914 et en 1916, il n'y aurait eu ni contre-offensive sur la Marne, ni victoire à Verdun.

Si les dirigeants français et les universitaires sont hermétiques au projet « Ukraine », une certaine frange de la gauche radicale, s'appuyant sur les réseaux maçonniques dans toute l'Europe, s'érige en défenseur des « nationalités » persécutées. Pour ces radicaux, il s'agit de détruire l'Empire russe en tant que puissance réactionnaire et chrétienne. Il s'agit également de mettre fin au système européen issu des guerres napoléoniennes. Le concert des Nations est en effet méfiant vis-à-vis de ce bouillonnement nationaliste qui caractérise la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. En France, ce mouvement, qui souhaite soutenir les nationalités contre l'Empire russe, pourtant allié de la France, est représenté par un journaliste, Jean Pélissier. Ce dernier fonde l'Office Central des Nationalités en 1911. L'OCN est présidé par Paul Painlevé, alors élu socialiste indépendant et membre de la Ligue des droits de l'Homme. Comme un siècle plus tard Alain Juppé, Bruno Lemaire ou Arnaud Danjean, il apparaît que ces hommes peuvent vouloir sacrifier les intérêts de la nation France à une idéologie universaliste. La comparaison s'arrête là, car Raymond Poincaré, successivement président du Conseil des ministres français et président de la République française, place l'intérêt de la France au-dessus de toute considération idéologique et privilégie l'alliance avec la Russie. La négociation de paix séparée avec l'Allemagne lancée par la Rada de Kiev achève de convaincre le gouvernement français, des racines germaniques du « projet Ukraine ».

Le 23 décembre 1917, les alliés se réunissent à Paris pour décider de la conduite à tenir vis-à-vis des événements qui font

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Pour que les Ukrainiens aient une chance d'exister en tant que Nation, leur seule alternative est de sortir des mythes historiques inventés depuis plus de deux siècles. L'Ukraine est une construction artificielle, mais après l'éradication des bandéristes dans les années 50, les différentes populations qui la composent avaient réussi à vivre ensemble, et un sentiment d'appartenance à un destin commun avait commencé à apparaître. L'Ukraine doit impérativement se débarrasser de l'idéologie galicienne, assumer son appartenance à l'ancienne Rus', à égalité avec la Russie et construire un État-Nation multilinguistique fondé sur la citoyenneté et pas sur la prédominance idéologique d'une minorité fanatisée et manipulée. L'Ukraine devra enfin rompre avec l'oligarchie comme la Russie a su le faire sous l'administration de Vladimir Poutine.

58. En 2012, l'UE a exporté vers la Russie pour 411,9 milliards d'Euros soit 7% de ses exportations. La Russie a exporté vers l'UE pour 261,1 milliards d'Euros, soit 12,5% de ses exportations.

59. En 2013, la France a exporté vers la Russie des produits agroalimentaires pour 750 millions d'euros.

Table des matières

Préface

Introduction

I - Aux origines du conflit

Apparition et disparition de l'État en Ukraine

La création du « peuple ukrainien »

Le projet Ukraine

L'Ukraine, au cœur des ambitions politico-stratégiques

II - La marche au conflit

De l'indépendance à la révolution orange

La langue

La religion

L'Histoire

La parenthèse Ianoukovitch. L'équilibre impossible

Les enjeux de l'accord d'association

Maïdan et ses acteurs

III - Le désastre

Le désastre politique

Le désastre économique

Le désastre intérieur

IV - La guerre civile

Le printemps de Crimée

Le désastre militaire

La bataille des frontières

Le chaudron d'Ilovaïsk

La menace fantôme

V - La France, la Russie et l'Ukraine

La France et le projet ukrainien

La France et Maidan

Le rattrapage

VI - Les conséquences politiques de la paix de Minsk

Les sanctions

Une nation en déconstruction, fédéralisation ou disparition

Le nouveau concert des nations européennes

Achevé d'imprimer par XXXXXX,
en XXXXX 2015
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : XXXXXXXX 2015

Imprimé en France